

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

DU JOURNAL,

Perez Castellanos 162.

HONNEUR ET PATRIE ?

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYNAUD propriétaire gérant.

MONTEVIDEO.

11 OCTOBRE 1849.

DE LA

COLONISATION

DANS LA PROVINCE BRÉSILIENNE

de

RIO GRANDE DU SUD

« Dieu dit : Croissez, multipliez, rem-
plissez la terre, — c'est-à-dire
cultivez-la bien ; car sans cela
comment peupler ? — Et la parta-
gez, — car sans cela comment cul-
tiver ?..... »

(PAUL-LOUIS COURRIER, Simple discours.)

(SUITE.)

La première route générale (qui doit être aujourd'hui en voie d'exécution), est celle de la rive gauche de l'Uruguay. Elle partira de la rive droite de l'Ijuhy (près des Yerbales des Missions) et elle suivra, en remontant, la rive gauche de l'Uruguay, jusqu'à entrer dans le désert connu sous le nom de *Sertão de Lages*. Au mois de juin dernier tous les outils et le matériel nécessaire étaient déjà réunis dans l'ancienne Mission de São Luiz. Le gouvernement impérial, qui paraît attacher une certaine importance à l'ouverture de cette nouvelle route, a mis à la disposition du président Soares de Andréa, une somme de 20 contos de réis pour activer les travaux. L'Assemblée Provinciale complètera la somme nécessaire.

Le gouverneur de la province de Sainte Catherine, ayant, de son côté, ordonné l'ouverture d'une autre route, dans la direction des champs de la *Vaccaria* (à 70 lieues environ au Nord de Porto Alegre), en traversant le *passo dos Lageanos* (1) dans le lieu nommé *Bagoaes*, le président de Rio Grande a proposé à l'Assemblée Législative la continuation de cette route, à partir du *passo dos Lageanos*, et en suivant la rive gauche de l'Uruguay jusqu'à rencontrer la route de l'Ijuhy dans le *Sertão de Lages*.

La seconde route générale, au Nord de la Serra, doit partir du *passo dos Lageanos* et aboutir à la *Cruz Alta* des hautes Missions de l'Uruguay. Elle traversera, du Nord-Est au Sud-Ouest, les grandes forêts dont nous avons parlé au commencement de cet article, ainsi que toutes les *picadas*, déjà ouvertes ou en projet, qui partent du Jacuhy et se dirigent vers le Nord.

La troisième route est celle de São Leopoldo (colonie allemande) : elle est destinée à mettre cette ville en communication avec le *Pinhal*, la *Aldea* et la *picada do Mundo Novo*; laquelle se continue sans interruption, jusqu'à São Francisco de Paula (qu'il ne faut pas confondre avec la ville de Pelotas sur le São Gongalo), en passant par le village de *Cima da Serra*. Le plan en est déjà levé jusqu'à un gué du *Rio dos Sinos* voisin du confluent de la petite rivière de Santa Maria, et le tracé se poursuit sous l'inspection de M. Philippe Normann.

La quatrième route projetée dans la Serra est celle qui porte le nom de *picada Felix*. Elle fera communiquer la capitale, en ligne directe, avec les champs de la *Vaccaria*, ou plutôt avec le *passo dos Lageanos*, sur la rivière de Pelotas; à 70 lieues environ vers le Nord.

La partie de cette route qui a été commencée, part du port de Dona Theodora sur la rive gauche du *Cahy* et va jusqu'au *passo da Esperança*, sur la même rivière; elle est présentement en très mauvais état; mais le président a demandé les fonds nécessaires pour la rendre praticable et la continuer jusqu'au lieu nommé *Campestre dos Esteios*.

Il paraît, toutefois, que la *picada Felix* n'a pas encore été bien reconnue dans toute sa longueur : ce travail présente de grands obstacles, à cause des forêts vierges

(1) Le *passo dos Lageanos* est un gué de la rivière de Pelotas, affluent de l'Uruguay à la frontière de Sainte Catherine.

dont cette partie de la province est couverte, et qui servent de repaire au tigre noir et aux Bougrés. Il faut être bien armé, bien résolu et muni de provisions suffisantes pour aller faire cette reconnaissance. Tout le monde ne veut pas accepter cette mission, ce qui fait que l'étude et le tracé de la route n'avancent pas autant qu'on pourrait le désirer; mais on s'en occupe toujours, et une fois les fonds votés par l'Assemblée ce travail avancera davantage.

Une cinquième route générale, qui sera certainement la principale et la meilleure de la province, à en juger par les études qui sont ordonnées aux ingénieurs, est celle de Rio Pardo à la *Uruguayana*, et qui doit passer par la *Cachoeira*, São Gabriel et Alegrete.

Des ponts seront construits sur les rivières et des chaussées élevées dans les lieux marécageux que traversera cette grande route, qui n'aura pas moins de cent cinquante lieues de parcours.

N'omettons pas de dire ici que dix huit ponts vont être construits sur les rivières les plus fréquentées de la province : 12 seront en pierre de taille, 2 en marbre, 1 en fer, 1 en brique et 2 en bois. Le devis de ces constructions s'élève à la somme totale de 970 contos de réis. Ceux de la colonie allemande seront les plus coûteux : l'un en pierre de taille, sera construit sur le *Rio dos Sinos*, en face de la ville, et l'autre, en fer, sur la même rivière, à proximité de la grande route qui conduit au *Mundo Novo*. Ces deux ponts coûteront chacun, 100 contos de réis (50,000 patacons).

Le président a proposé aussi à l'Assemblée Provinciale d'établir sur toutes les grandes routes, à des distances convenables, des relais de poste et des auberges (*Estalagens*), dans lesquelles les voyageurs trouveraient à des prix tarifés du grain, de foin ou de l'herbe fraîche, pour les chevaux; de la farine de maïs, de la viande sèche, des haricots, du sel, du maté, du tabac et du sucre pour eux; avec un abri pour les gens, comme pour les chevaux. Cette entreprise se ferait par adjudication, avec privilège et concession de terrains pour huit ou dix années.

« Lorsque nous aurons des chemins praticables, dit le président Soares de Andréa, les *cargueiros* (les conducteurs de bêtes de somme) payeront avec usure, en peu d'années, les sacrifices faits pour les ouvrir et peupler cette contrée. » — Le président fait ici allusion aux taxes ou péages qui seront établis à l'entrée des ponts, des routes, et des rivières canalisées ou rendues navigables à l'aide de travaux hydrauliques.

Au fur et à mesure que les routes générales s'ouvrent autour et à travers de la Serra Geral, les forêts et les terrains découverts qui les bordent, de chaque côté, sont divisés par lots (*dadas* ou *colonias*) d'un quart de lieue de face sur une lieue de fond. Ces concessions de terres et de bois sont gratuites; elles sont faites indistinctement aux nationaux et aux étrangers, à la condition expresse de les habiter et de les exploiter dans un délai déterminé.

Ces lots principaux qui, généralement, se subdivisent en portions égales de 400 *palmos* de côté, ou cent-soixante mille palmes carrées de superficie (1), seront toujours mesurés d'avance et marqués par des bornes en pierre, bien visibles; afin de pouvoir être distribués aussitôt qu'un colon se présentera. Ils doivent en outre être situés de telle sorte que le colon, en prenant possession de son terrain ne puisse pas croire qu'il est abandonné dans un désert. Il faut au colon avec la sécurité du voisinage des autres hommes, les moyens de travailler et de récolter facilement. Ces considérations n'ont pas échappé à l'esprit sagace et éclairé de M. Soares de Andréa et elles paraissent être pour lui l'objet de sérieuse méditation.

Dans son dernier rapport, le président fait à cet égard des réflexions très judicieuses. Il dit qu'on n'a pas donné assez d'importance, lors de la distribution de terres de la colonie allemande, à la condition indispensable, dans tous les cas, de ne distribuer aucun lot de terrain avant

(2) Voici le rapport exact des mesures linéaires portugaises :

1 *Palmo* est égal à 0,2,192 du mètre, ou huit pouces portugais.

3 *Palmos* font un *covado*.

10 *Idem* font une brasse (*braga*).

28,168 *Idem* font une lieue.

qu'il ait été préalablement mesuré et borné; le plus grand fleau des colons étant aujourd'hui leurs disputes sur les limites de leurs propriétés.

(Continuera.)

REPONSE AU MESSAGE DU PRÉSIDENT,

Les amis du général Oribe se sont mis à l'œuvre avec un acharnement qui indiquait leur désir immodéré de faire accepter une transaction que la presse de notre pays a flétrie avec un ensemble et une juste indignation qui caractérisent l'esprit d'indépendance dont elle est animée.

Ce travail de pygmées avait d'abord paru indigne de l'attention des hommes éminents qui défendent notre cause en France; mais à toutes ces calomnies contre la population française de Montevideo, est venu se joindre un acte officiel émané d'un personnage que sa position et son caractère d'officier supérieur auraient dû placer au-dessus des suggestions mensongères de pareilles gens.

En s'additionnant chaque jour, ces calomnies et ces renseignements erronés ont fini par former une somme assez considérable pour déterminer le gouvernement à leur donner place dans le message du président. C'est ainsi que nous avons vu accréditer cette assertion : *Que la population française avait émigré d'une rive à l'autre de la Plata, et que cette mutation devait être prise en considération.*

Il est inutile de répéter ici, qu'on admettant même que la population française toute entière, se fut retirée de Montevideo, ce n'eût pas été un motif assez puissant, ni assez juste, pour obliger la France à abandonner la question de la Plata, dont le premier mot est l'indépendance de la République Orientale, garantie pour quelque raison sans doute, par le gouvernement de la France.

Surmontant le dégoût que pouvait lui inspirer la réfutation de moyens aussi subreptices, auxquels avaient recourus nos adversaires, l'honorable représentant de la population française n'a pas reculé devant cette réfutation, et admettant même l'émigration comme un fait accompli, bien que M. John Lelong pût être convaincu du contraire, il a accepté le débat sur ce terrain, et à cet effet il a adressé au président de la République la note suivante :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 29 juin 1849.

« Le Message que vous avez adressé à l'Assemblée Nationale Législative est un nouveau témoignage de votre active sollicitude pour cicatriser les plaies de la Patrie et pour replacer la France au rang glorieux qui lui appartient parmi les puissances des deux hémisphères. J'ose donc espérer au nom de vingt mille français établis sur les rives de la Plata, dont je suis ici le représentant, que cette question dans laquelle leur vie et leurs fortunes sont engagées, dans laquelle l'honneur de la France a tout à souffrir sera bientôt résolue d'une manière honorable.

« La direction particulière que vous avez donnée à cette grave affaire atteste encore l'intention bien arrêtée de mettre un terme aux faiblesses, aux hésitations qui ont eu un si fâcheux résultat.

« Mais permettez-moi, Monsieur le président, de vous expliquer les causes qui auraient pu amener le déplacement de la population française, et d'établir que ce déplacement n'est que passager, et lorsque la paix sera rétablie cette population doit revenir à Montevideo et sur le territoire oriental.

« Ces circonstances (c'est ainsi que j'interprète les termes de votre Message) doivent être prises en grande considération au moment où une résolution prompte et décisive est nécessaire. — Quelques exemples récents suffiront pour démontrer cette vérité.

« En 1843 le siège de Montevideo et le défaut de toute protection obligèrent nos nationaux à prendre les armes. A cette époque aussi, une nombreuse émigration eut lieu parmi les travailleurs français.

« En 1845, à la nouvelle de l'intervention anglo-française, tous ces travailleurs ayant foi surtout dans l'action

de la France, quittèrent spontanément le Brésil et Buenos Ayres, où, comme aujourd'hui ils s'étaient réfugiés pour pourvoir à leur existence.

« Tous revinrent à Montevideo parce qu'ils y retrouvaient leurs familles, leurs propriétés, leurs habitudes, leurs sympathies, et que le commerce ayant repris par l'ouverture du Parana, à la suite du brillant combat d'Obbligado, ils y pouvaient vivre aisément de leur travail.

« En 1846, la mission Hood paralysa de nouveau les affaires de Montevideo et alors eut lieu une seconde émigration.

« En 1847, la mission de M. Walewski et les déclarations de ce plénipotentiaire en faveur de l'indépendance de Montevideo, inspirèrent encore une fois confiance, et firent revenir dans cette ville la population qui s'en était éloignée.

« Le commerce sans être florissant comme en temps de paix, était cependant suffisant pour faire vivre les travailleurs. Mais en 1849, l'amiral Leprédour fut chargé d'une mission, qui fit de nouveau naître de cruelles inquiétudes. L'amiral en effet, en quittant Montevideo le 8 janvier, parut laisser croire qu'il n'avait aucune mission auprès du général Rosas, et son premier acte à son arrivée à Buenos Ayres, fut de déclarer qu'il était chargé de négociations auprès de ce gouvernement.

« Cette déclaration seule suffit pour effrayer tous les capitalistes et le commerce fut bientôt dans une stagnation complète. Cette situation empira d'autant plus que quelques mois auparavant, le blocus de Buenos Ayres avait été levé par l'amiral français, et que le décret par lequel il mettait en état de blocus tous les ports orientaux occupés par les forces argentines, n'a jamais été exécuté.

« Les travailleurs se virent donc pour la troisième fois dans la triste nécessité de s'éloigner pour ne pas mourir de faim.

« Tous ces faits prouvent clairement que l'émigration d'une partie de nos nationaux de Montevideo, a suivi les phases des tergiversations du gouvernement français. Ils sont toujours revenus au premier indice d'une attitude digne de la France.

« Cette prédilection pour la République Orientale, s'explique facilement. — 1° par les sentiments sympathiques que le gouvernement et la population indigènes, ont toujours témoignés aux français, tandis que ceux-ci ne rencontrent, à Buenos Ayres et dans la République Argentine, qu'une antipathie systématique qui constitue toute la force du gouvernement de Rosas.

« 2° Par l'importance des intérêts français dans l'état Oriental. Là est la vie, le commerce, la fortune de nos nationaux. Les dix-neuf vingtièmes des propriétés rurales et des intérêts commerciaux des français dans l'Amérique du Sud, sont à Montevideo et sur le territoire Oriental.

« Cette fortune s'élève à une centaine de millions de francs, ainsi que je l'ai établi par des documents certains, dans une brochure que j'ai publiée il y a peu de mois.

« Ainsi, Monsieur le président, si une partie de la population française a quitté Montevideo, ce n'est que parce qu'elle ne pouvait plus y vivre : chose facile à comprendre après les rigueurs d'un siège de sept ans. Elle abandonne momentanément Montevideo en y laissant ses propriétés sans valeur, sans action possible, à cause de la guerre, pour aller vivre misérablement dans les pays voisins, en attendant le jour où elle pourra rentrer dans ses foyers d'adoption.

« Tous les efforts de la France, doivent tendre à inspirer au dehors la foi dans la loyauté française.

« Or, l'abandon de Montevideo et de l'indépendance de l'Etat Oriental, garantie par nous, serait un dementi formel de tous nos précédents et amènerait la ruine de tous les intérêts français. Les deux rives de la Plata seraient livrées à ceux qui nous font depuis douze ans une guerre acharnée; et nous aurions sacrifiés, sans profit, comme sans honneur, nos amis les plus dévoués et une population française si utile et si digne de la mère-patrie.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur le président, votre très humble et très obéissant serviteur,

J. LELONG.

« Consul Général de la République Orientale de l'Uruguay et délégué de la population française de la Plata.

LES FRANÇAIS A ROME VUS DE MONTEVIDEO.

Croyez-vous que vos dents impriment leurs outrages
Sur tant de beaux ouvrages ?

Ils sont pour vous d'airain, d'acier, de diamant.

(LAFONTAINE, le serpent et la lime.)

S'il est dans la vie du journaliste un spectacle capable
de plonger l'âme la plus dévouée dans la tristesse du dé-

couragement et du dégoût, c'est sans contredit, celui que nous offre depuis quelque temps déjà, mais surtout à propos du siège de Rome, la feuille qui tient en quelque sorte au milieu de nous le monopole de la publicité.

Certainement nous ne demandons pas mieux de croire à la sincérité de notre estimable confrère en le voyant plaider depuis deux ans la cause de l'humanité avec une chaleur égale à son talent distingué. Certainement nous pauvres défenseurs de cette sainte cause, nous ne désirons que suivre à distance, l'avocat instruit, intelligent et courageux qui la plaide avec une si haute éloquence, nous n'élèverons pas nos prétentions jusqu'à vouloir marcher de front dans la carrière si brillamment parcourue par l'habile successeur du plus grand publiciste de l'Amérique du Sud; mais nous voudrions au moins, le suivre et lui servir d'auxiliaire, pour prêcher après lui, l'un ou, la concorde, entre tous les membres de la glorieuse famille armée qui défend Montevideo.

Le siège de Rome est un fait d'armes qui fait honneur à l'armée française, personne n'en saurait douter. Que les journaux italiens, la *Concordia* surtout cherchent à amoindrir l'éclat de cette victoire, nous le concevons, leur laissant volontiers tout l'honneur et les profits de cette polémique. C'est toujours la phraséologie irritée des vaincus; c'est l'expression du dépit, après la déception d'une résistance inutile et impossible, pleine de mots ronflants et de maximes creuses à l'usage des démagogues de tous les pays : s'il est permis de maudire ses juges, il doit l'être à plus forte raison, d'exécuter et d'insulter ses vainqueurs. Nous comprenons cela, et loin de répondre à ces diatribes violentes, nous nous sommes même abstenus de reproduire, les articles louangeux, mais vrais qui parlaient des vainqueurs de Rome. Nous nous en abstenons encore, bien qu'on semble nous y convier, ou plutôt nous y provoquer par la reproduction d'un choix d'articles passionnés, susceptibles d'exalter jusqu'à l'insolence des gens avec lesquels nous devons vivre en bonne intelligence; et pour cela, nous n'imiterons pas ceux qui vont trier dans les journaux hostiles à la France, les articles les plus virulents et partant les plus injustes, soit qu'ils s'appellent, le *Journal de Commerce*, le *Defensor* ou la *Concordia*.

On dirait qu'à côté de l'accord ostensible, il existe une petite tactique sourde qui tend à éteindre du pied le flambeau de l'union pour y substituer la torche de la discorde !

L'ensemble, les détails, le résultat de la campagne d'Italie, font le plus grand honneur à ceux qui l'ont dirigée. La conduite du gouvernement français paraît avoir été dans toute cette affaire, conforme aux principes d'une saine politique. La France républicaine devait avant toute chose, faire prévaloir à Rome l'influence française, ne pas abandonner à l'Autriche le centre de la péninsule alors que l'Autriche dominait déjà tout le Nord de l'Italie. L'intérêt même des idées libérales que la France représente en Europe, exigeait sa présence aux bords du Tibre menacés par l'armée victorieuse de Radetzki, le soldat brutal qui eut infailliblement étouffé en même temps la république romaine et la liberté de l'Italie. Nos braves républicains en combattant la démagogie dans la capitale même du catholicisme, ont assuré par l'éclat qu'ils donnaient à nos armes, la prépondérance des principes démocratiques proclamés par la France.

Tout cela est incontestable, mais, put-on en douter, ce ne serait pas encore ici qu'on devrait essayer de faire croire le contraire. Il y a au moins maladresse, sinon ingratitude, à éditer, à reproduire, les malédictions, les fanfarronnades de ceux qui ont été vaincus par la nation qui doit nous sauver, et dont l'argent et le sang de ses fils contribuent si puissamment à défendre la position en attendant le triomphe.

Que penseraient de nous, tous ces éloquents orateurs, qui ont élevé si généreusement leur voix puissante dans la séance du 30 avril, s'ils lisaient reproduites par nous, ces proclamations pompeuses, qui parlent de français combattant à l'abri des ouvrages élevés par leurs ingénieurs ? eh ! que n'allez-vous, diraient-ils, les chercher dans la plaine au lieu de les attendre derrière vos murs crénelés. Pourquoi fuyez-vous, errant à travers les Etats pontificaux sans rencontrer de sympathies nulle part ! Attendez donc ces soldats, qui dites vous, n'osent vous attaquer en face, retournez-vous et obligez-les à baisser leurs regards honteux d'une victoire si glorieusement achetée, devant vos regards si fiers d'une défaite que vous deviez croire inévitable.

Que diraient ces 567 citoyens qui ont voté d'une seule voix le subsidie qui sert à prolonger la résistance de la civilisation à la barbarie, s'ils voyaient ceux qu'ils ont protégés, faire chorus avec les ardents, mais impuissants antagonistes de l'occupation de Rome ? Ils diraient qu'ils se sont trompés ou qu'ils ont été induits en erreur, et que

ceux qu'ils croyaient les amis de la France en sont les adversaires déguisés.

C'est pour éviter cette interprétation, fautive sans doute, que nous avons pris la plume, autant que pour obéir à un sentiment de juste réprobation éprouvé par nos compatriotes.

Que l'on continue ou qu'on cesse la reproduction de ces articles injurieux pour la France, nous ne nous inquiéterons pas davantage, nous resterons fidèle à notre mission toute d'union et de concorde, comme notre belle patrie sera fidèle à la mission glorieuse qu'elle s'est donnée au nom des traditions d'initiative européenne qui lui appartient de par la gloire et la liberté, d'affranchir l'Italie de la double oppression du despotisme et de la démagogie.

C'est de la France que nous attendons tout. Elle est assez grande, assez magnanime, pour tendre la main, à ceux mêmes, qui usent leurs dents sur sa gloire; car en dépit des envieux, elle peut, grâce à Dieu qui la protège, à côté des échecs de sa diplomatie, vous montrer les innombrables et immortels succès obtenus par son épée.

Des amis dévoués de la cause que soutient le *Patriote*, nous ayant prié d'ouvrir ses colonnes, aux deux lettres suivantes, nous avons cru devoir les publier telles quelles nous ont été remises, laissant toutes réflexions à faire à ce sujet par le véritable juge, l'opinion publique.

Señor Redactor del PATRIOTA :

Ha comprendido Vd. perfectamente su alta misión de patriota y leal amigo de la causa a la que consagra sus tareas, abriendo sus columnas para contestar al atrevido é insolente amigo de Urquiza, que con tan desvergonzada impavidez se presenta en la prensa Oriental defendiéndole.

No sabemos que diferencia hay en estos momentos, entre Oribe, Urquiza y Rosas; entre el asesino de la India Muerta y de Vences; y entre los asesinos del Arroyo Grande y del Quebracho, y los de Camilo, Monteros y Varangot.

Tan indigno sería y escandaloso, pretender en estos momentos, defender en la prensa de Montevideo a Oribe ó a Rosas, disculpandoles de aquellos horrendos crímenes, como defender a Urquiza por el barbaro asesinato del Sr. Araujo.

Urquiza es ejecutor ó complice de aquel atentado, por que cuando menos se confiesa, que mandó las ordenes que Rosas dió para ese asesinato: y por las Leyes humanas y divinas, ambos tienen la misma pena, — el autor y el complice.

¡Y en la capital de Montevideo defender a Urquiza! ¡y defenderlo uno que se dice su amigo! en presencia del Ejército, del Gobierno, del Pueblo heroico que por él, como por Rosas y Oribe, sufre tan crueles y prolongadas desgracias, es mas que un crimen; es todavía, un insulto perverso digno de ser punido severamente.

Después de las negociaciones de Alcaraz, de la conducta que Urquiza observó con el Gobierno Oriental en las comunicaciones de 1846; después de su comportamiento con Corrientes, antes y después de Vences, me sorprende mucho el candor con que se pretenden manejar ciertas políticas esperando por medio de ellas dividir a Urquiza de Rosas.

Tales medios, no nos han producido siempre, sino amargos desengaños. Urquiza no se apartará de Rosas sino por su propia conveniencia; y cuando tenga el poder para realizarlo, pero jamás por que nuestra prensa le aplauda ó le condene.

Cuando el haya comprobado con hechos publicos y positivos, su odio a Rosas y su deseo de entrar a servir a la causa de la libertad, entonces le perdonaremos sus pasados crímenes.

Antes que esa época llege, no debemos mirar en Urquiza sino uno de nuestros mas feroces enemigos; y como á tal, debemos tratarle en las prensas, y en los campos de batalla....

El nos ha degollado numerosos amigos y defensores de nuestra santa causa; ha humillado a nuestros prisioneros haciéndolos combatir en Vences contra su propia causa; y ultimamente fomentando la despoblacion y la desercion de la capital por todos los medios imaginables, ha pretendido consumir su obra.

Ese es el personaje que en la heroica capital encuentra un amigo que lo defiende, y un periodico que se preste a publicar su defensa: periodico por otra parte, patriótico y destinado sinceramente al servicio de la causa de la libertad de la Plata.

Respetamos las razones que le hayan inducido a proceder así, pero deploramos de veras, que así se haya prestado a tan indigna solicitud—

Uno de los defensores de Montevideo.

AVISO A LOS DEFENORES

DE LA INDEPENDENCIA NACIONAL.

En el Comercio del Plata, del día 8 del que rige, há aparecido un remitido firmado por un amigo del general Urquiza, en el cual se pretende disculpar los los de refinada crueldad, y matanzas ejecutadas por el famoso asesino, cuya celebre ferocidad le ha señalado un lugar muy distinguido entre los destructores de la especie humana, y le ha atraído la execración pública. — El editor del Comercio al franquear sus columnas para semejante producción, ha cometido una gran falta. — Esperamos, que los defensores de la capital se aperceban que exist entre nosotros tan peligroso huésped, á quien es forzoso vencer no por el titulado amigo como él se dice, sino por su nombre y apellido. — Entonces, la autoridad, no lo dudamos, hará su deber.

Rogamos al señor editor, se digne hacer un lugar en su estimable diario, á estas líneas que le dirijen—

Unos Guardias Nacionales.

Europe
FRANCE.

La lettre suivante est adressée au journal le Crédit :

« Hongrie, en vue de Parkany, sur le Danube
A bord du bateau siège du gouvernement.

« Je vous écris, Monsieur, sur le pont du navire qui porte la fortune de la Hongrie, notre grand, notre invincible Kossuth.

« Avez vous appris qu'un navire armé en guerre est le palais qu'a choisi le héros, palais flottant qui le transporte à Pesth à Komorn, à Raab, à Ofen, à Bude, partout où sa présence est nécessaire.

« A peine le palais a-t-il abordé que de tous côtés accourent les populations enthousiastes.

« Le glaive rouge et la croix rouge en tête, le clergé paraît suivi du peuple qui entoure Kossuth. Alors il se fait un grand silence, et, dans une improvisation rapide et saisissante, l'apôtre de l'indépendance prêche la guerre sainte, exalte la mémoire des morts, béni, au nom de la patrie, les mères dont les flancs ont porté de tels fils, et promet la victoire, parce que le Seigneur et son épée sont avec nous.

« A ce moment, le clergé entonne quelques pieux cantiques, les têtes s'inclinent, nous prions pour la patrie, et au milieu des bénédictions et des vœux, Kossuth revient dans son palais flottant qui vole aussitôt à pleine vapeur vers des plages nouvelles électriser de nouvelles populations.

« Quelle nature que celle de cet homme ! Elle n'a de pareille que celle de Bem.

« Bem n'avait pas dormi depuis trois jours ; près de succomber à la fatigue, dans un moment de répit, au milieu d'un combat acharné, il demande une tasse de café ; on la lui apporte, et comme il était occupé à écrire un ordre au crayon, il la fait porter sur un tas de bois que surmontait le drapeau de l'indépendance et qui avait été naturellement le point de mire de la mitraille. Une volée de balles emporte le bois, la tasse, et Bem est blessé au talon.

« Une autre tasse ! dit-il tranquillement, en pliant son ordre. Ses officiers l'entourent, le supplient de changer de position et de ne pas exposer inutilement sa vie ; mais le général les repousse.

« Je ne mourrai qu'en 1850, quand l'indépendance de la Hongrie ne sera plus contestée, dit-il simplement, avec ce regard doux et triste que vous lui connaissez.

« On ne saurait le nier, et mieux que personne, Monsieur, vous pouvez le dire, vous qui nous avez vus à Pesth, à Gran, et qui nous connaissez presque tous ; il y a sur les hommes qui sont à notre tête une auréole providentielle qui les protège.

« Comme les héros de la ballade, ils portent sur leur casque l'éclair qui illumine la nuit obscure de l'avenir. Mourir demain ? ce soir ? Eh ! que nous importe ! Freiligrath ne fait-il pas dire à ses morts :

« Nos os sont brisés, nos chairs déchirées en lambeaux » par la mitraille royale ; mais l'orgueil du triomphe » brille sous nos sourcils sanglants ; dans l'espoir de vous » laisser héritiers de nos conquêtes, nous nous sommes » endormis en paix sous la terre !.....

« Les monarques fuiront ! les aigles, les lions royaux fuiront ! l'avenir sera fait par le peuple souverain et pour lui seul.

« Debout ! »

« C'est en chantant cette hymne si amais populaire du grand poète allemand que nous allons au combat et que nous recevons la mort quand Dieu nous l'envoie !

« En face de Komorn, à Nagy-Igmand, se trouve le quartier général autrichien. Ce matin la noire fumée du bateau paraît à l'horizon. Le canon tonne, le tambour et les trompettes de la place lui répondent. Les colonnes se forment sur les remparts et se rapprochent du fleuve. C'est le sauveur, le chef de la Hongrie régénérée, c'est Kossuth qui vient encourager ses frères à la victoire. Non, je ne pourrai vous redire sa parole vive, passionnée, ardente.

« Tour à tour majestueux et suppliant, avec des accents de tendresse ou de colère, son âme, pendant une demi-heure, a pénétré toutes les âmes, et un frémissement inexprimable a accueilli surtout ces dernières paroles :

« Celui contre lequel nous combattons, l'empereur d'Autriche, est à la fois jeune et vieux ! »

« Jeune par l'âge, vieux par le cœur. Il est le digne fils de sa mère, ce fleau acharné de la liberté des peuples.

« Dans une prévision providentielle, Sophie lui a fait apprendre notre langue, notre langue maggyare !

« Il l'entend, il la parle ! O mes frères, Dieu l'a voulu afin qu'il comprît nos chants de triomphe et de guerre, nos hurrahs lorsque nous nous élançons au combat, nos malédictions et nos prières à Dieu, qui les écoute et les exauce !..

« Le jeune empereur sait en effet le maggyar et s'exprime même assez facilement dans cette langue, si peu connue au delà des frontières de notre pays.

« Vous comprenez quel tonnerre de hurrahs et de malédictions a répondu à la parole inspirée de Kossuth.

« Il paraît décidément que Jellachich est dans une position compromise. L'avenir lui réserve, sans doute, la plus terrible des légendes.

« Il est plaiut par nos frères les Croates plus encore que haï.

« Qui ne plaindrait pas cet homme si richement doué, si beau, si fort, abaissant son génie sous le drapeau jaune et noir, se faisant mercenaire et traître lorsque pour lui tout un peuple enthousiaste ouvrait la carrière de grands et de la gloire.

« Ce peuple a été longtemps à comprendre que Jellachich pût être insensible aux injures et aux trahisons impériales ; il refusait d'y croire, il espérait encore en son chef dont la parole biblique l'avait tant de fois entraîné. et qui aujourd'hui se tenait encore sous le joug ; mais le moment n'est pas loin où la prédiction du prêtre d'Agram s'accomplira sur Jellachich.

« Tu es un roseau dans la main de Dieu. Il te brisera » si tu ne plies pas sous le vent.

« Ce vent, c'est le vent de l'affranchissement, de l'indépendance ! C'est le vent qui souffle de la France, de l'Angleterre, de l'Amérique, et qui arrive dans nos plaines prompt comme la foudre et chargé de semailles fécondes.

« Quelque grand et fort que soit le génie d'un homme, il faut qu'il plie devant cette force accumulée des âges, devant cet esprit de Dieu qui balaie toutes les ambitions et brise tous les orgueils !

« Adieu, Monsieur, comptez dans les circonstances importantes sur une lettre aussi détaillée que le permettra le peu de loisir dont je dispose. Je tiens à vous prouver que je reste fidèle à cette amitié, nouée à Inspruck, près du tombeau de ces rois dont nous venions alors saluer l'héritier avec des sentiments qu'on l'empêcha de bien connaître.

« Que demandions-nous ? Ce que l'Autriche voudrait aujourd'hui nous voir accepter au prix de l'or.

« Avec nous étaient nos évêques ; avec nos évêques des prêtres, des hommes du peuple, afin que l'Empereur sût bien que nous étions des représentants complets et sincères.

« Et il a refusé fièrement de nous entendre ! Quelle audience, grand Dieu ! Nous vous en dirons alors les moindres détails, rendez nous cette justice, que nous eussions pu être au moins entendus.

« Il faut que l'Autriche ait dans son génie une foi bien grande pour qu'elle ne daigne même pas conjurer de pareils orages. Son aigle a, je le sais, plané au-dessus de bien des tempêtes ; mais il est vieux, son vol baisse, et nous sommes jeunes ; nous mourrons ou nous serons libres.

« Tel a été le serpent de Kossuth à Komorn, nous l'avons répété avec lui :

« Nous le tiendrons ! » (L'Ordre)

« De nombreuses députations de Bologne se sont portées à Gaète pour offrir leurs hommages au Saint-Père. Dans la dernière audience qui leur a été donnée, Pie IX leur a laissé espérer qu'il irait parmi ses fidèles sujets des légations. En effet, les dissidences qui s'étaient élevées à

Gaète, entre la diplomatie française et le sacré-collège, avaient fait décider en conseil secret que le pape transporterait le Saint-Siège à Bologne. Là, sous l'influence autrichienne, il eût pu adopter un système de gouvernement conforme aux anciennes traditions ; mais sur les instructions expédiées de Vienne par M. de Schwartzemberg, l'ambassadeur d'Autriche, M. d'Esterhazy, a changé, depuis peu, sa ligne de conduite : il s'est séparé de l'Espagne, du Portugal et des Deux-Siciles pour se réunir à la France et à l'Angleterre.

« M. de Rayneval, arrivé avant-hier de Gaète sur l'Ariel, a apporté cette heureuse nouvelle ; c'est ce qui a fait que le général Oudinot, dans un banquet à Saint-Jean-de-Latran, a porté ce toast :

« A la santé du Saint Père ! Puissent les sentiments généreux de notre vénérable pontife ne jamais trouver d'obstacle dans leur application ! »

« D'après le résultat connu du travail des commissions chargées de constater les dégâts faits aux monuments par la guerre et aux bibliothèques publiques par les enlèvements subreptices, les dommages de la guerre sont nuls, et les autres ne seront pas aussi considérables qu'on l'avait craint. »

— Un des soldats de Garibaldi, jeune Florentin parti avec lui de Rome, fait le plus sinistre tableau des souffrances sans nombre que ses partisans ont éprouvées dans le trajet de Rome aux frontières de la Toscane. La faim et la soif étaient leurs moindres peines ; la chaleur suffoquante, le manque d'habits, les fatigues continuelles, les marches et contre-marches pour éviter le combat qui, à chaque pas, pouvait être imminent, la crainte d'être surpris dans quelque piège, toutes ces tribulations, jointes aux souffrances physiques, rendaient la position insoutenable pour tout autre que pour des fanatiques. Garibaldi avait divisé sa troupe en une foule de petites bandes, commandées par un officier habillé comme lui, et qui passait pour lui-même aux yeux des habitants.

Le centre de ralliement de toutes ces bandes était la frontière de Toscane, dans les environs de Radicofani, Sarteano et San-Casciano ; par ce stratagème il trompait ses ennemis sur sa véritable position, et ne s'exposait pas à être battu, la déroute d'un de ces petits corps était sans conséquence. Ce plan a parfaitement réussi. Garibaldi a échappé ainsi aux Français et aux Autrichiens, sans que personne puisse savoir ce qu'il veut tenter par cette résistance aussi absurde qu'impossible.

(L'Ordre.)

Dans la traduction de l'Avis Officiel, qui nous a été remis avec invitation de le publier, il s'est glissé une erreur que le gouvernement a cru devoir corriger et nous obliger à reproduire encore une fois cette rectification.

AVIS OFFICIEL.

MINISTRE DES FINANCES.

Dans le journal édité à Montevideo sous le titre de Courrier de la Plata, on a publié un relevé de divers cours de change, entre cette place et la France qui diffèrent d'une manière notable de celui que le gouvernement a reconnu et admis pour la négociation de 40,000 \$ (185,000 francs), qu'il reçoit chaque mois du Consulat Français ; ce ministère a cru devoir procéder à une enquête pour établir la vérité en s'entourant des témoignages et des informations recueillies auprès des différentes maisons de commerce et de plusieurs personnes respectables, qui par l'étendue et la nature de leurs opérations commerciales, sont les plus aptes à émettre sur cette matière un jugement éclairé et consciencieux ; et aujourd'hui qu'il a en son pouvoir le résultat de l'enquête, on fait savoir :

Qu'il n'y a pas eu réellement de cours du change pour les traites particulières du commerce, par la raison bien simple que les transactions sur cette place ont été tellement restreintes, qu'il n'y a pas eu, pour ainsi dire, de tireurs et de preneurs de ces effets. — Qu'aucune de ces transactions n'a été effectuée au cours de 5 fr. 5 c. par patacon comme on le prétend dans ce journal, si ce n'est peut-être pour deux ou trois traites d'une très faible valeur, et dans des cas tout spéciaux qui ne peuvent constituer un cours régulier : que pour ce qui concerne spécialement les traites, dites du subside, dont le cours a été fixé à 5 fr. 55 c. le patacon, par une expertise contradictoirement nommée par le gouvernement et le Consulat Général de France, et qui ont été passées à l'ordre des fournisseurs de l'armée, sur la demande et la désignation nominative adressée par ce ministère au Consulat, aucune n'a été négociée par ces fournisseurs, ainsi que le gouvernement vient de le constater, au-dessous de 5 fr. 50 c., et encore n'est ce que pour une somme de 40,000 fr. seulement (sur la quantité de 185,000) comprise dans des traites remises à termes et à certaines conditions onéreuses. — Que toutes les autres traites, ou ont été placées à Montevideo par ces fournisseurs, au prix même de l'émission, c'est à dire, à 5 fr. 55 c., ou ont été envoyées en Angleterre et à Rio Janeiro pour y être négociées, n'ayant pu l'être ici. — Qu'ainsi, quand on dit dans le Courrier de la Plata que ce change est de 5 fr. 40 c. et 5 fr. 45 c. on établit une assertion essentiellement fautive et toute gratuite.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, à mieux aimé, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donnerons la préférence pour leur consommation domestique.

Dentiste.

M. Derozeaux chirurgien dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer et de toutes les opérations de la bouche, et cauterise les dents d'après le procédé nouveau de Desirabode.

Il se charge également de toutes les opérations d'histoire naturelle, mettre en peau, classer et empailler tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

S'adresser chez lui, rue de Buenos Ayres, n° 212, tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir. Il tient aussi de l'Elixir Odontalgique et le Baume de Comping, contre les hémorroïdes, crachement de sang, chlorose, les affections cancéreuses, crevasses au sein et fleurs blanches.

AVIS OFFICIEL.

D. Manuel G. Armesto, a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement Supérieur, après avoir donné caution, et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui fait se savoir à qui droit.

Montevideo 18 septembre 1849.

DEPARTEMENT DE POLICE.

L'autorité s'occupe actuellement à découvrir quels sont les auteurs de la fraude qui se fait de temps à autre, sur les monnaies d'argent à deux colonnes qui circulent de par la ville "limees ou rognees sur le cordon," de telle sorte, que sur celles de douze vintains, principalement, il manque un tiers ou un quart. En conséquence de quoi nous prevenons le public que de pareilles pièces ne peuvent circuler pour leur valeur "première intrinsèque," que même elles doivent être refusées; personne n'étant dans l'obligation de les recevoir pour leur ancienne valeur. Ce pourquoi celui qui persisterait à continuer une pareille fraude serait exposé aux poursuites voulues par la loi.

Montevideo, 15 septembre 1849.

SOLSONA.

DEPARTEMENT DE POLICE.

Gaillerme Sagrera a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution, et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 17 septembre 1849.

AUTRE

Don Ignocio Benavides a été nommé courtier des passe-ports, avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution, et rempli toutes les formalités requises par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.

Montevideo, 24 septembre 1849.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

" PRESSE " Y DU " COURRIER DU HAVRE "

Hechas á la benemérita población francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4° de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Librería Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresion.

AVIS DIVERS.

A Vendre.

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canules à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n° 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

Importante á todos.

Agua de Colonia y agua sedativa del Dr. Raspail, esencia de anís, ginebra, canela y clavel, tinta negra y azul muy fina, lacré punzo y negro de superior calidad, soda purgante y de refresco, esencia coronada y Gratia probatum, aceite de oso y de otras clases para el pelo de superior calidad, líquidos eficaz para curar los sabañones del Dr. A. Cooper, garantido, jabon vegetal para sacar manchas en paño cualquiera que sea, Elixir de Guillen, vino de zarza parilla del Dr. Ibert. Todos estos renglones se encontrarán y otros muchos de la misma clase en la Drogueria del Aguila Dorada, calle de Sarandi n. 222.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prévenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit à domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers éléments du calcul.

Montrichar.

RUE DU JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-do on voit l'enseigne



Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Promuée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billard à un prix modéré, s'adresser rue de Zvala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missiones, n° 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivantes reliés ou broché sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Pêches Capitales.—L'Orgueil.

Les Pêches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Helène.

Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n°. 162.